

Seminario internazionale
“Ristrutturazione industriale e crisi urbana”
Venise, 10-11 mars 1983

CRISE DE LA SIDÉRURGIE LORRAINE ET ÉCHEC DE LA DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

Michel Freyssenet
CNRS, Paris

La crise industrielle et la crise urbaine et régionale en Lorraine pourraient être décrites en terme d'insuffisante modernisation des usines sidérurgiques, de perte de compétitivité des entreprises, de plans de réduction d'effectifs ou de licenciements et d'effets sur la vie urbaine. Il nous semble plus intéressant pour comprendre les particularités du cas lorrain, condition pour être en mesure de dégager des enseignements généraux, de reconstituer la formation historique des conditions et des caractéristiques de la crise, notamment des contradictions que les forces sociales en présence n'ont pas pu dépasser.

1. Durant l'expansion 1950-1961 la préparation de la crise industrielle sociale et régionale de la sidérurgie lorraine

1.1. La production sidérurgique repart lentement après la Libération, en raison des difficultés de financement et d'approvisionnement en coke sidérurgique, mais aussi pour des raisons sociales et politiques. La main-d'oeuvre manque. Une partie des travailleurs a été dispersée par la guerre. Les sociétés recherchent avidement des ouvriers de métier. Elles embauchent de nombreux frontaliers belges. Et elles font venir massivement des travailleurs algériens pour disposer de force de travail sans qualification. Le patronat de la sidérurgie juge de plus incertaine la situation politique et sociale et craint de voir ses usines nationalisées, après que leurs charbonnages l'aient été effectivement. Il ne croit pas non plus, notamment le patronat lorrain, que l'industrie de transformation pourra se développer en France comme aux Etats-Unis et qu'il convient par conséquent de continuer à donner la priorité à la production traditionnelle de demi-produits et de produits longs, ainsi qu'à ses marchés extérieurs, notamment à la grande exportation, même si le pays est insuffisamment approvisionné. Enfin les sociétés sidérurgiques qui sont de puissance comparable répugnent à se regrouper pour mettre en commun leurs capacités d'investissement.

Au lieu de profiter du manque de main-d'oeuvre pour construire des usines entièrement mécanisées, demandant moins de personnel et se substituant aux anciennes, les sociétés remettent en service les usines telles qu'elles fonctionnaient avant-guerre. Elles reconstituent donc une classe ouvrière composée essentiellement d'ouvriers de métier et de manoeuvres dont elles auront à se dégager par la suite. La menace de nationalisation écartée, la scission syndicale de FO de la CGT, la répression des grèves, l'acceptation du Plan Marshall, la formation de gouvernements de centre-gauche définissent à partir de 1948 un nouveau cadre politique qui va amener les sociétés à prendre finalement les décisions d'investissements prévues depuis 1946 dans le 1er Plan de Modernisation et d'Équipement.

1.2. Les rares installations nouvelles notamment les trains continus à bande de la Sollac (Société Coopérative créée par plusieurs Sociétés) se juxtaposent aux anciennes. Elles ne s'y substituent pas. La mécanisation n'affecte donc pas encore dans sa masse la classe ouvrière de type traditionnel. De plus, la Sollac recrute sa main-d'oeuvre hors du bassin lorrain. Elle le fait non seulement pour ne pas gêner les autres sociétés sidérurgiques en créant des tensions sur le marché du travail régional, mais aussi pour disposer de travailleurs exempts de tradition sidérurgique, plus faciles à soumettre à la nouvelle organisation de travail. Ces derniers ne vivent donc pas la déqualification du travail de sidérurgiste. Ils sont embauchés soit sans qualification pour tenir des postes de machiniste ou d'opérateur après avoir satisfait à des tests psychotechniques, soit avec un CAP d'électricien ou d'ajusteur pour occuper des postes d'ouvrier d'entretien ¹. Les autres, les "vrais" sidérurgistes, non seulement ont du travail, mais on continue à en former. Ils ne sont pas encore attaqués de front en tant que catégorie ouvrière. L'effectif de la sidérurgie lorraine, évalué à 50.000 salariés en 1946, passe à 79.286 en 1950, pour atteindre 100.317 en 1962, concentré pour l'essentiel dans un bassin mono-industriel de 50 km de long sur 20 km de large

1.3. Comme au beau temps de l'expansion avant 1914, les travailleurs affluent. On construit. Les municipalités s'équipent et s'endettent. Les plans d'urbanisme sont ambitieux. La natalité est forte à nouveau. L'avenir paraît prometteur. On parle du « Texas-Français ». De 1954 à 1962, la population du bassin sidérurgique de Lorraine du Nord s'accroît de +3,06% par an (alors que la moyenne française est de +1,0%) : soit

¹ Sollac fait construire pour son personnel les premiers « grands ensembles » français de l'après-guerre. Apparemment c'est la poursuite de la politique paternaliste des Maîtres de Forges, comme beaucoup l'écriront. En fait, il n'en est rien. Sollac ne construit pas de logements pour fixer des travailleurs précis indispensables dans le procès de travail comme les ouvriers de métier, mais pour faire venir et avoir à disposition une masse suffisante de travailleurs largement interchangeables dans une zone urbaine manquant de main-d'oeuvre et au parc logement saturé. Elle ne s'inquiète pas du *turn-over* considérable qu'elle connaît les premières années, pourvu qu'elle ne manque pas de bras. Sollac loge et c'est tout. Aucune libéralité dans sa politique pour permettre aux municipalités de s'équiper. Elle ne loge pas d'ailleurs la totalité de ses salariés, notamment ceux qui, de toute façon, viendront : les travailleurs immigrés algériens. Le nouvel espace urbain n'est plus ordonné en fonction de l'église, de l'école, du monument aux morts et du château du maître, et ne vise plus à matérialiser et symboliser un ordre social. Il est une juxtaposition d'immeubles localisés loin des zones de la vie ouvrière traditionnelle, sans nouvel espace de rencontre possible.

de 412.000 h. à 509.000 h. L'excédent naturel est +1,72% et le solde migratoire de +1,33%. Les travailleurs immigrés de la sidérurgie française sont presque tous dans ce bassin. Ils y constituent 35% de la main-d'oeuvre ouvrière, et même 45% dans la zone de Longwy. Si on leur ajoute les naturalisés, ils forment près de 50% des ouvriers. Ils sont les fils des italiens du Piémont et de Lombardie venus au début du siècle, des ouvriers allemands sociaux-démocrates du temps de l'annexion, des soldats russes prisonniers de guerre allemands de 1914-1918, des russes de l'armée blanche ukrainienne ; ils sont italiens antifascistes de l'entre-deux-guerres, hongrois communistes de 1920, hongrois du « parti national de la croix fléchée » de 1946, hongrois réfugiés de 1956, algériens, italiens du sud, yougoslaves, etc. La main-d'oeuvre française a également des origines très diverses, notamment celle employée par la Sollac. Dans un des ensembles d'habitation de cette société, à Guénange, 90 départements sont représentés.

1.4. En même temps qu'elles font venir de la main-d'oeuvre, les sociétés sidérurgiques poursuivent leur politique traditionnelle de contrôle du marché du travail, en évitant que d'autres industries ne viennent s'installer. Elles sont en effet propriétaires du sol d'une bonne partie du bassin sidérurgique. La préoccupation d'une industrialisation diversifiée existe bien chez certains élus et dans une partie du patronat local. Mais les sociétés tournées vers le marché à la « grande exportation » plus rémunérateur que le marché français et européen, se préoccupent peu de faire valoriser leurs produits par des traitements spéciaux ou des transformations, à une époque de disette d'acier.

2. La première crise (1963 à 1967) et les dernières illusions (1968 à 1971)

2.1. Le 4e Plan prévoit la généralisation de la mécanisation dans la sidérurgie, un fort accroissement de capacité, une réorientation de la production vers les produits plats et l'installation d'aciéries à oxygène. Patronat et gouvernement savent que cette transformation en profondeur va entraîner la disqualification des métiers de la sidérurgie, l'élimination de nombreux postes de manoeuvres, la création d'emplois d'opérateurs-machinistes et de professionnels d'entretien et la réduction du nombre d'emplois nécessaires à production équivalente. Mais les dirigeants, estimant que la demande d'acier continuera à croître au rythme de la décennie cinquante, pensent alors qu'il n'y aura pas besoin de diminuer les effectifs, mais seulement d'opérer des mutations géographiques limitées et quelques reconversions professionnelles. Par les départs en retraite, les ouvriers de métier s'élimineront d'eux-mêmes. Les manoeuvres, essentiellement composés d'étrangers, ayant un *turn-over* élevé, pourront être réduits en nombre. Certains d'entre eux seront formés aux postes d'opérateurs. Dans cette perspective, la sidérurgie resterait un secteur actif d'embauche. Elle pourrait également répondre enfin en quantité et en qualité à la demande nationale, établir des liens durables avec l'industrie de transformation, tout en maintenant un fort courant à la grande exportation. Enfin, l'expansion prévue fait croire à chaque société qu'elle aura les moyens de rester indépendante.

C'est l'inverse qui se produit. La croissance est cassée en 1961. La guerre concurrentielle est déclenchée sur le marché international. C'est la première crise d'une longue série pour la sidérurgie française et particulièrement la sidérurgie lorraine. Les investissements chutent dramatiquement. Les objectifs du 4e Plan ne seront jamais atteints. La classe ouvrière traditionnelle, inconsidérément reconstituée durant la

décennie précédente, ne pourra être résorbée en douceur. La modernisation en profondeur va devoir se faire dans les pires conditions. En partie refoulée sur le marché à la grande exportation, la sidérurgie lorraine n'est pas en mesure de reconquérir le marché intérieur où les sidérurgies belges et allemandes notamment ont constitué de solides liens avec l'industrie française de transformation. Une crise sociale et régionale profonde ne peut plus être évitée. L'embauche est stoppée brutalement. Les municipalités, très endettées, ne peuvent arrêter la réalisation de projets surdimensionnés de logements ou d'équipements collectifs, compte tenu des nouvelles perspectives d'évolution de l'emploi et des ressources financières.

La crise commence par les mines de fer de Lorraine. Les clients les plus éloignés du minerai lorrain : la Sarre, la Belgique, le Nord de la France, lui substituent rapidement du minerai à forte teneur d'Outre-Mer, qui permet d'élever d'un coup la productivité des hauts fourneaux. Les premières réductions d'effectifs ont lieu. Les mineurs obtiennent des garanties de reclassement pour la plupart dans la sidérurgie, notamment après une grève d'occupation du fond de la mine de Trieux (Meurthe et Moselle) de 79 jours.

2.2. Peu après, les sociétés-sidérurgiques se déclarent incapables d'atteindre les objectifs du 5e Plan (1966-1970). Elles font alors appel à l'Etat, non seulement pour relancer leurs investissements, mais aussi pour les aider à résoudre la grave crise sociale et régionale qui se prépare. La convention qu'elles passent avec lui en 1966 prévoit notamment que les deux parties mettront en place un système d'aides favorisant au maximum le réemploi des travailleurs intéressés, qu'elles concourront à diversifier l'activité économique des régions sidérurgiques, qu'enfin les sociétés signeront un accord avec les organisations syndicales, dont le respect par les sociétés est considéré par l'Etat comme « *une condition de l'application de la présente convention* ». 15 000 emplois doivent être supprimés dont la moitié seulement pourra l'être par blocage de l'embauche et par les départs en retraite.

La négociation est très longue. Pour la première fois les travailleurs sidérurgistes sont confrontés dans leur grande masse à la contradiction suivante : défendre le statu quo entraîne fermeture d'usines et chômage, accepter la « modernisation » implique la déqualification pour le plus grand nombre et la réduction des effectifs. Ils n'ont à gagner ni à l'un ni à l'autre. Et les organisations syndicales n'ont pas alors de solution réelle à cette contradiction. À défaut d'une issue satisfaisante, les ouvriers sidérurgistes veulent des engagements fermes sur les reclassements. Pour les obtenir, ils font grève pendant un mois en avril 1967. Cette grève, non prévue, qui s'est étendue en quelques jours à l'ensemble du bassin, a eu des allures de « Mai 1968 », et l'a en quelque sorte préfiguré. Pour la première fois, est obtenue en France dans le secteur privé la garantie de reclassement en cas de licenciement économique La pré-retraite à 60 ans est instituée avec 90% du salaire. Les syndicats pourront contrôler l'application des mesures accompagnant ces mutations.

L'année 1963 est l'année du nombre maximum de salariés que la sidérurgie lorraine ait jamais connu : 102.947. Cet effectif tombe à 92.801 en 1968. Il devait normalement diminuer encore selon la convention Etat-Sidérurgie.

2.3. Les aides de l'Etat sont conditionnées également à l'acceptation par les sociétés de se regrouper, de coordonner leur programme d'équipements et d'effectuer des investissements, non de capacités mais de productivité. Or, ces derniers sont devenus considérables. Il ne s'agit plus seulement maintenant de mécaniser, mais il faut

automatiser. Il faut également remplacer sans attendre les aciéries Thomas et Martin par des aciéries à oxygène pur, abaisser impérativement la « mise au mille » du coke dans les hauts fourneaux et généraliser la coulée continue. Les sociétés se regroupent, mais elles le font avant tout selon une logique financière et non selon une logique industrielle et géographique. Par ailleurs, le pari est fait que les produits longs pourront continuer à constituer une part importante des ventes et assurer durablement la pérennité de la sidérurgie en Lorraine. La restructuration consiste pour l'essentiel à éliminer les équipements les plus anciens dans chaque usine, à améliorer la productivité des autres et à créer une usine à oxygène pur de 4 Mt/an pour alimenter deux trains continus à produits longs.

2.4. Le contexte économique et social que supposait la « convention Etat-Sidérurgie » est totalement bouleversé à partir de 1968. Au lieu d'une faible croissance de la demande et des prix, on assiste à des bonds jamais observés. Au lieu d'une certaine stabilité des conditions d'emploi des travailleurs, on observe des hausses importantes de salaires et des réductions d'horaires. Les syndicats voient dans le renversement de la conjoncture une confirmation de ce qu'ils disaient en 1967 : la relance de la consommation et de l'investissement permettent non seulement de maintenir le potentiel sidérurgique, mais aussi de le développer et le moderniser. La diminution du temps de travail évite les réductions de personnel. Plus encore, la forte reprise des ventes fait repousser des arrêts d'installation, et conduit les sociétés à embaucher à nouveau. L'effectif salarié, après être tombé à 92.801 en 1968, remonte à 96.626 en 1970. En fait, il augmente plus qu'il n'y paraît, car les sociétés recourent durant cette période, plus qu'à l'accoutumée, à des « marchands d'hommes » pour disposer de main-d'oeuvre temporaire non comptabilisée dans les effectifs (4 000 environ).

L'euphorie gagne les états-majors aussi vite que montent les marges bénéficiaires. De grands projets sont faits. Le groupe lorrain Wendel-Sidelor décide de créer une usine de produits plats à Fos-sur-Mer, la Solmer, alimentée exclusivement par du minerai d'Outre-Mer à forte teneur. Les bénéfices immédiatement escomptés de cette usine doivent, dans un deuxième temps, permettre le financement de la modernisation définitive du bassin lorrain. Patronat et gouvernement espèrent que les contradictions qui n'avaient pu être dépassées en douceur au début des années 1960, vont l'être maintenant : l'élimination de la classe ouvrière traditionnelle, la diversification industrielle de la région, la constitution de liens solides avec l'industrie de transformation. Les syndicats raisonnent de fait dans les mêmes termes. Les municipalités croient que les difficultés qu'elles ont connues les années précédentes n'ont été qu'un mauvais moment à passer. La rupture de la croissance avait été cependant suffisamment brutale pour provoquer le ralentissement net de l'augmentation de la population du bassin sidérurgique (+0,66 par an entre 1962 et 1968), pour que la solde migratoire devienne négatif (-0,28) et que le taux d'accession à la propriété du logement se stabilise, alors qu'il augmenté partout ailleurs.

3. La deuxième crise (1971-1972)

3.1. La légère récession de 1971 met à jour la fragilité de l'ensemble lorrain et sa non restructuration. Wendel-Sidelor qui emploie les 2/3 des salariés de la sidérurgie lorraine se déclare incapable de poursuivre le financement de la construction de Solmer à Fos, et annonce un « plan de conversion » prévoyant 10.650 suppressions d'emplois sur 60.452

en quatre ans. L'État doit intervenir à nouveau à Fos et en Lorraine. Pour prévenir les réactions, la direction de Wendel-Sidelor prend cette fois-ci les devants. Une intense campagne d'explication est menée. La garantie de reclassement est réaffirmée, ainsi que la contribution à la diversification industrielle. Des usines sont fermées. Vingt hauts fourneaux sont arrêtés, ainsi que trente sept fours d'aciéries. Les équipements maintenus ou nouveaux sont considérés comme faisant partie d'une seule et même unité de production et entre lesquels circule l'acier. Les divisions syndicales de l'après-mai 68 français empêcheront toutes actions des travailleurs. Ils ne trouvent aucune stratégie véritable de lutte contre la restructuration dans les propositions syndicales.

Comme de 1968 à 1970, un boom spectaculaire de la demande et des prix de l'acier se produit en 1973 et 1974, au moment où les économies capitalistes entrent en crise généralisée. Toutefois, Wendel-Sidelor ne modifiera pas, cette fois-ci, son plan de compression des effectifs et même l'accentuera. Le nombre de salariés du groupe passera de 60.452 en 1971 à 49.373 en 1975. Cette diminution est encore plus forte si l'on tient compte de la réduction du nombre de travailleurs intérimaires non comptabilisés, qui passe de 4.000 à 1.400.

Wendel-Sidelor, devenu Sacilor-Sollac, saisit l'occasion de l'amélioration des résultats financiers pour disputer à Usinor le contrôle de Creusot-Loire, afin de diversifier et valoriser en aval ses activités, adoptant ainsi la stratégie des entreprises sidérurgiques allemandes. Mais il est bien tard pour le faire.

3.2. La réduction des effectifs provoque un intense brassage de main-d'oeuvre au sein des usines et entre usines, car il faut pourvoir rapidement aux postes maintenus, laissés vacants par des départs en pré-retraite, les mutations et les reclassements. Les promotions sont souvent bloquées. Les sections syndicales sont disloquées. La pyramide d'âge des travailleurs vieillit rapidement. Le groupe des 40-60 ans passe de 28,8% en 1963 à 45,8% en 1975. 6.000 salariés se portent candidat pour être mutés à Solmer à Fos. 2.400 sont retenus ; mais pour 69,6% d'entre eux, ce sont des ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise et employés.

Face à la restructuration, les travailleurs réagissent différemment selon la catégorie à laquelle ils appartiennent. Les ouvriers de métier, nombreux dans les usines anciennes, sont les plus concernés par les suppressions de poste. C'est leur catégorie en tant que telle qui doit disparaître, et avec elle, leur pouvoir dans la production et leur autorité dans le mouvement ouvrier : organisateurs des équipes de travail, responsables et seuls capables de réaliser la production, conseillers auprès des techniciens, initiateurs des normes ouvrières dans le travail, contrôleurs et juges de leur respect par les autres ouvriers, fondateurs et cadres du mouvement syndical CGT, fortement associé aux municipalités de gauche. Ils sont français, italiens de la première immigration ou descendants d'Allemands d'avant 1914. Dans le cadre de la restructuration, ils cherchent, s'ils n'ont pas l'âge pour partir en pré-retraite, de conserver le même salaire en obtenant un poste à l'entretien ou un poste d'opérateur. Mais leur profil professionnel intéresse peu les directions. Le stage de formation et les tests psychotechniques qu'on leur propose et qu'ils vivent comme une humiliation a plus pour but de justifier leur renvoi ou leur déclassement professionnel que de leur offrir une possibilité d'insertion dans la nouvelle organisation du travail. Sur le plan de la lutte, ils sont tiraillés entre la conception d'un « syndicalisme responsable » dont ils se sont faits les promoteurs depuis 1950 et le désir d'engager des actions frontales, parce qu'ils sont maintenant au pied du mur. Ils rêvent de la nationalisation comme solution à tous leurs maux.

Les manoeuvres ou les ouvriers classés O.S. appartiennent eux aussi à l'ancienne organisation du travail. Ils sont maçons, casseurs de fonte, chargeurs de coke ou de scories, nettoyeurs de cheminées, écriqueurs, cisailleurs, marqueurs, chalumistes, etc.. Leur nombre n'a cessé de décroître avec la mécanisation, mais il représente encore le 1/3 des effectifs au début 1970. Ils dépendent des ouvriers de métier. Ils sont à 70% des immigrés récents algériens et portugais. Affectés aux tâches les plus pénibles et plus dangereuses, ils quittent l'usine dès qu'ils trouvent mieux ailleurs ou lorsqu'ils sont contraints par la maladie ou l'accident. Leur *turn-over* est très élevé (30 à 40% par an) et constitue l'essentiel du *turn-over* total. Compte tenu de cette forte rotation, il suffit théoriquement au patronat de bloquer l'embauche pour parvenir rapidement à l'objectif de compression d'emploi dans cette catégorie de postes.

Les opérateurs et les machinistes travaillent sur des installations et dans des usines mécanisées voire automatisées. Leur nombre et leur pourcentage sont allés croissant. Mais ils remplacent un nombre trois à quatre fois supérieur de manoeuvres et d'ouvriers de métier. Leur tâche ne nécessite pas de grande compétence et leur apprentissage est rapide. Mais généralement situés à des positions stratégiques dans le procès de production, ils sont classés « professionnels » en guise de « prime à la paix sociale ». 40 à 45% d'entre eux sont des travailleurs immigrés aux deux tiers italiens ou belges. De 1968 à 1970, ils ont mené des luttes fréquentes et efficaces, non préparées, ni décidées et encadrées par les organisations syndicales, contre l'organisation du travail, et ont obtenu d'importantes revalorisations de leurs postes. Dans une usine automatisée, leur catégorie n'est pas supprimée. De machiniste, ils peuvent devenir opérateur-surveillant. Mais quantitativement, il faut moins d'opérateurs-surveillant qu'il ne fallait de machinistes. Ils sont, dès lors, plus portés à trouver des solutions individuelles qu'à s'engager fortement dans une lutte générale.

Enfin, les professionnels de l'entretien des installations mécanisées représentent la nouvelle fraction ouvrière qualifiée par rapport aux ouvriers de métier. Leur apprentissage s'est fait dans les écoles et non sous l'autorité de ces derniers. Les règles ouvrières traditionnelles, le code d'honneur, ne leur ont pas été transmis et ne pouvaient l'être, compte tenu de leur place différente dans la production et dans l'évolution de la division du travail. Une proportion importante d'entre eux n'appartient pas à des familles d'ouvriers sidérurgistes. Ils ont dû inventer de nouvelles stratégies de luttes. Ils ont dû se faire une place dans le mouvement ouvrier, parfois à coup de force, contre les ouvriers de métier. Ils ont trouvé à la CFDT une structure plus facile à orienter et plus réceptive à leur point de vue, alors que la CGT restait marquée par la tradition sidérurgiste. Ils sont à 70% des français, ayant une qualification monnayable dans d'autres branches que la sidérurgie. Porteurs de la revendication « pas de licenciement sans reclassement », ils sont les plus ouverts à la modernisation et à la mobilité. Favorisés en tant que groupe durant la mécanisation, ils subissent un mouvement centrifuge avec le passage à l'automatisation, les uns pouvant acquérir une plus grande qualification (électro-mécaniciens, électroniciens, etc..) les autres subissent une déqualification avec la standardisation de certaines tâches d'entretien et avec l'introduction de machines spécialisées ou de machines à commande numérique dans les ateliers d'outillage.

3.3. Le « Plan lorrain » qui devait créer des emplois nouveaux dans d'autres secteurs industriels est désastreux : 2.200 emplois seulement en cinq ans pour l'ensemble de la Lorraine. Trois commissaires à l'industrialisation se sont succédés. Le bassin sidérurgique est classé parmi les zones à aider en priorité. Rien n'y a fait. Les sociétés

sidérurgiques, toutes à leurs difficultés de restructuration, ont continué à ne pas faire d'efforts sérieux. Verbalement, toujours prêtes à mettre à la disposition des collectivités locales et organismes régionaux des terrains et des locaux, elles ne se sont pas considérées comme maître d'oeuvre en aménageant des zones industrielles et en démarchant auprès des investisseurs, notamment auprès des transformateurs d'acier. Les investisseurs sont aussi peu disposés à s'implanter dans une région où les tensions sociales sont vives.

Entre 1968 et 1975, toutes les communes (à quelques exceptions près) du bassin sidérurgique lorrain commencent à se dépeupler notamment d'actifs jeunes. Le solde positif des naissances/décès ne compense plus le solde migratoire. Cependant, le dépeuplement est ralenti par le fait qu'un nombre croissant de travailleurs, des jeunes en particulier, traversent quotidiennement la frontière pour aller travailler au Luxembourg et en Sarre. En effet, à la différence de la Lorraine, la reconversion industrielle de la Sarre, confrontée au même type de problèmes, est une réussite. De nombreuses entreprises de transformation ont été implantées en quelques années. Et la sidérurgie luxembourgeoise continue d'embaucher. La dépréciation du franc par rapport au DM et au franc luxembourgeois aidant, le nombre de frontaliers français de Moselle et Meurthe et Moselle passe de 7.900 en 1968 (2.000 en 1960) à 22.500 en 1974.

Les sociétés sidérurgiques se libèrent de leur important patrimoine immobilier (logements, hôpitaux, centres culturels, écoles, voirie, etc..) en le cédant à faible prix aux locataires ou aux municipalités. Si ces dernières voient ainsi satisfaite une vieille revendication, elle l'est à un mauvais moment. Les charges d'entretien et de gestion de ce patrimoine accroissent sensiblement les dépenses des municipalités au moment où celles-ci voient leurs ressources s'amenuiser.

3.4. À la veille de la crise généralisée, les sociétés sidérurgiques ont un niveau d'endettement égal à leur chiffre d'affaire. La restructuration a permis de ramener la productivité moyenne au niveau européen, mais avec encore de forte disparité selon les usines. Les produits restent faiblement valorisés par des traitements spéciaux. Le bassin sidérurgique est toujours aussi mono-industriel. Un actif sur deux est directement employé par la sidérurgie. La plupart des autres entreprises travaillent pour elle, et lui sont donc dépendantes. Les plans de restructuration antérieurs, manifestations de compromis entre forces sociales, n'avaient de chance de maintenir en vie, voire de rétablir, la sidérurgie lorraine que si le contexte économique et politique mondiale pouvait assurer durant toute la deuxième moitié des années 70 une progression de la demande d'acier, et donc une lutte concurrentielle modérée. Les contradictions fondamentales sont toujours là : non articulation avec l'industrie de transformation française, classe ouvrière nombreuse, concentrée et prisonnière de la seule activité sidérurgique (soit 91.285 dans la seule Lorraine fin 1974)

4. La crise généralisée (1975-1983)

4.1. La chute de la demande et surtout celle des prix des aciers, au moment où montent les prix des matières premières, exige brutalement un niveau de productivité qui n'est pas celui que s'étaient fixées les directions d'entreprises. Celles-ci et le gouvernement croient à une crise de courte durée et temporaire. Mais dès 1976 il devient clair qu'il s'agit d'une crise majeure. Les investissements antérieurs ne peuvent plus être amortis et l'endettement progressivement résorbé. Pour maintenir la sidérurgie, il faut encore

investir, restructurer, s'endetter, et diminuer les effectifs. La Chambre patronale demande à la CECA de déclarer « l'état de crise manifeste » qui autorise celle-ci à fixer des quotas de production à chaque société pour empêcher l'effondrement des prix, mais elle n'obtient que des mesures très limitées.

En 1977, c'est l'annonce du troisième plan de restructuration dit « Plan Acier » : 16.100 emplois à supprimer en deux ans, dont 13.000 en Lorraine. La réaction ouvrière se concentre sur l'usine de Thionville, dont Usinor veut arrêter le haut fourneau. Ce sera un échec. Pour la première fois depuis la guerre, les travailleurs sont face à un patronat que la grève gêne peu. Le gouvernement et les sociétés reviennent même sur un des acquis fondamentaux des précédentes luttes. Des licenciements ont lieu sans reclassement. L'écoeuement de la population se traduira par un raz de marée des partis de gauche aux élections municipales. Pour faciliter la réduction d'effectif, la retraite est accordée à 60 ans pour tous les sidérurgistes ; « la cessation anticipée d'activité » est possible à partir de 54 ans avec 90% du salaire pour certaines catégories de travailleurs (notamment ceux ayant travaillé en feux continus) ; et les ouvriers « sans attache locale » (c'est-à-dire les immigrés) se voient offrir une somme de 50.000 F en échange de leur départ volontaire. Il n'est plus possible pour le gouvernement d'annoncer un troisième plan de diversification industrielle constitué de mesures simplement incitatives. Il obtient de trois constructeurs automobiles, Renault, Citroën et Saviem, l'annonce de décision d'implantation de quatre usines devant employer d'ici à 1984 8.000 salariés. Objectif bien en-deçà des besoins et qui ne sera jamais atteint. Les prévisions seront systématiquement révisées en baisse.

Des trois conditions jugées nécessaires et réalistes pour la réussite du Plan Acier par le Président de la Chambre patronale, à savoir la reprise de la demande, la remontée des prix et la réalisation effective de 16.100 suppressions d'emploi, seule cette dernière condition est finalement obtenue.

4.2. Dès lors il n'est plus possible de masquer l'état de faillite des Sociétés. Fin 1978, le gouvernement intervient en transformant ses créances en participation au capital des Sociétés. L'État devient l'actionnaire majoritaire. C'est le 4ème plan de restructuration, dit « Plan de Sauvetage », qui prévoit 21.750 suppressions d'emplois en 18 mois avec licenciement (dont 14.000 en Lorraine). Ce plan entérine le divorce entre la sidérurgie et les industries françaises de transformation et renonce à la constitution d'une filière acier. Le Marché Commun est une réalité, estime-t-on, les transformateurs de l'acier peuvent s'approvisionner auprès des producteurs européens les plus compétitifs. D'où la formule de R. Barre « *l'acier est un produit comme un autre* ». Il n'y aurait plus de raison de vouloir faire toutes les variétés de produits laminés. La sidérurgie ne serait plus une industrie de base. Le plan de restructuration consiste donc à ne garder que les installations performantes et à abandonner les autres qui sont concentrées essentiellement dans le secteur des produits longs, c'est-à-dire en Lorraine. Plan simple et radical devant restaurer les résultats financiers au prix d'une réduction des capacités et de l'abandon de la production de certains produits.

4.3. Dans une telle situation, les syndicats constatent qu'ils ne peuvent plus s'en tenir à leurs stratégies traditionnelles. Face à des entreprises en faillite, ils sont conduits à lier étroitement leurs revendications à des contre-propositions industrielles, phénomène nouveau dans le syndicalisme français. Les travailleurs sont le dos au mur et réagissent pour la première fois par une violence délibérée. Leurs luttes ont contribué à répandre

dans l'opinion le sentiment que la politique économique menée aboutissait au gaspillage, au chômage et à des graves tensions sociales. Elles ont directement contribué à la victoire électorale des partis de gauche en mai 1981.

4.4. Fin 1981, l'effectif salarié de la sidérurgie lorraine est tombé à 41.767 (dont 22.489 à Sacilor-Sollac) contre 91.285 fin 1974 (dont 50.498 dans le même groupe). Les travailleurs immigrés ont été plus éliminés que les travailleurs français (leur pourcentage est passé de 38% en 1974 à 30% en 1981 dans l'effectif ouvrier). La réduction du nombre d'emplois a été bien supérieure à la somme des compressions annoncées. Le blocage de l'embauche et la mise en « cessation d'activités anticipées » des travailleurs les plus âgés a eu pour effet de dessiner une pyramide d'âge dans laquelle on n'observe que 6% de moins de 25 ans et 8% de plus de 50 ans. Dans le même temps, le nombre d'emplois dans les mines de fer est passé de 8.854 à 3.781. On comptabilise fin 1980 près de 35.000 chômeurs dans le bassin sidérurgique.

Les résultats du dernier recensement de la population ne sont pas encore publiés. On ne connaît pas exactement l'évolution générale de la population et de l'emploi depuis 1975. Les indications partielles disponibles montrent cependant que l'année 1975 constitue une cassure dans l'évolution démographique. On observe une chute de la fécondité plus accentuée qu'ailleurs. L'accroissement naturel (+0,5% nr an) est devenu nettement inférieur au solde migratoire (-0,7% par an). Le dépeuplement avoisinerait 12% en 6 ans.

Sur 8.000 emplois nouveaux annoncés en 1977 dans le secteur automobile, portés à 11.700 en 1979, 4.000 avaient été effectivement créés fin 1981. La construction automobile française est entrée dans une période de turbulence et d'incertitude peu favorable au développement des projets. La Sarre et le Luxembourg restent toujours une soupape de sécurité. Bien que frappées à leur tour par la crise, ces deux régions accueillent encore quotidiennement 16.000 frontaliers français.

4.5. Le 10 mai 1981 les français ont changé de majorité parlementaire. Les sociétés sidérurgiques ont été nationalisées. Mais les partis de gauche et le nouveau gouvernement ont dû rapidement oublier les plans de développement de la sidérurgie qu'ils proposaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Les 34 Mt/an de capacité du Parti Communiste et les 31 Mt/an du Parti Socialiste ont fait place à une perspective de réduction à 20-24 Mt/an en 1986. La production française d'acier est tombée à 18,4 Mt en 1982 soit le niveau de 1963. La Lorraine a produit 40% de ce total contre 53% en 1974, 65% en 1960 et 71% en 1950. Les exportations ont baissé alors que les importations, notamment en provenance d'Italie ont fortement progressé. Si certains principes sont réaffirmés : reconstitution d'une filière acier, valorisation des produits, reconquête du marché intérieur, il est bien difficile pour l'instant de discerner à travers des décisions, constamment ajustées en fonction de la conjoncture et des rapports de force, quelle logique va l'emporter. La Lorraine n'échappe pas en attendant à une nouvelle coupe dans ses équipements sidérurgiques. Trois aciéries seulement seront maintenues et de nombreuses usines définitivement fermées.

Les travailleurs et les syndicats locaux, désappointés, parviennent cependant à négocier les départs et les reclassements dans de meilleures conditions qu'auparavant. Par la réduction du temps de travail, le nombre de suppression d'emplois devrait être limité à 10.000 au lieu de 15.000 à 20.000 initialement annoncés. Une politique de réindustrialisation plus intelligente semble se mettre en place. Aux annonces

tonitruantes d'implantation de grande taille qui se dégonflent au fil des ans, succède l'implantation de petites unités de production dans le domaine de la transformation de l'acier, qui peut, à terme, reconstituer un tissu industriel.

CONCLUSION

Les contradictions sociales nouées au cours des années 1950 en pleine euphorie de l'expansion (reconstitution d'une classe ouvrière nombreuse et concentrée dans un bassin mono-industriel, intérêts divergents entre le patronat de la sidérurgie et le patronat des industries de transformation, lutte entre sociétés sidérurgiques) ne sont qu'en partie dépassées aujourd'hui et l'ont été dans des conditions dramatiques. Les deux sociétés nationales qui concentrent maintenant la totalité de l'activité sidérurgique coordonneront leurs investissements et éviteront les doubles emplois. Le nombre de sidérurgistes a été fortement diminué. Mais la diversification industrielle commence à peine et la « filière acier » est loin de se reconstituer. Le bassin sidérurgique lorrain est une région « sinistrée », où la population résidente risque de vieillir très rapidement accélérant la disparition des emplois.

Le processus de faillite de la sidérurgie et de sa région ne résulte pas d'erreur de jugements d'individus, de malveillance des Autorités de la CECA soumises aux « trusts allemands », etc., mais de contradictions auxquelles les forces sociales en présence n'ont pas pu ou su trouver des issues positives.